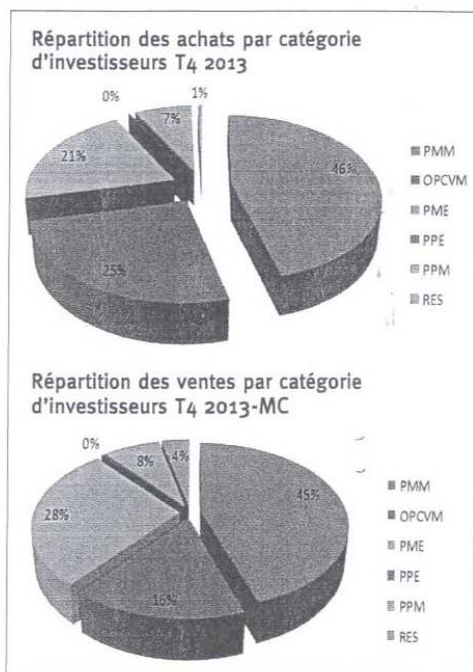


Les étrangers ne sont toujours pas de retour

» Avec 6,25 milliards de dirhams achetés et 6 milliards vendus sur le marché central, les investisseurs étrangers sont loin d'être de retour. La place de Casablanca a beaucoup d'effort à faire avant de profiter des investissements étrangers, comme c'est le cas pour le reste de l'économie.

Au niveau de la Bourse de Casablanca, les mouvements des étrangers sont suivis avec beaucoup d'intérêt. Les dernières statistiques du Conseil déontologique des valeurs mobilières montrent que durant le quatrième trimestre, les investisseurs étrangers sont revenus en force avec près de 2,4 milliards de dirhams au niveau des achats d'actions sur le marché central, contre 810 millions seulement au troisième trimestre. Leur dynamisme au quatrième trimestre est très visible à travers la part que ces achats représentent dans le total. Car, les mois d'octobre à décembre représentent 38,35% du total de leurs acquisitions d'actions.

Avec 21% des achats d'actions au niveau de la place durant toute l'année 2013, la question se pose de savoir si les étrangers sont définitivement revenus? La réponse intéresse au plus haut point, les acteurs pour qui l'activité des étrangers au niveau de la bourse est un bon indicateur du potentiel de la place de Casablanca. Car, l'histoire a montré qu'à chaque fois que les investisseurs étrangers venaient massivement, la place prenait le chemin de la croissance. Néanmoins, «il est trop tôt pour estimer que le retour des investisseurs étrangers est pour de bon», estime cet analyste d'une société de bourse de la place. Et ce, «pour plusieurs raisons», dont la première serait la faible volume de leur achat. Car, même s'ils représentent 21% des achats sur toute l'année, «ils ne cumulent que 6,25 milliards de dirhams d'actions achetées sur le marché central», ajoute-t-il. Au niveau du marché de bloc, on signale çà et là leur présence,



mais il ne s'agit que d'opérations isolées qui ne peuvent pas influencer le reste des investisseurs. Mais, «il est important de comparer les achats avec les ventes de ces mêmes investisseurs étrangers pour mieux apprécier s'ils se renforcent au niveau du marché ou pas», analyse-t-il. Or, «si l'on jette un oeil sur les ventes des investisseurs étrangers pendant la même période, on constate qu'elles se montent exactement à 6 milliards de dirhams en 2014, soit pratiquement le même montant qu'ils ont acheté», poursuit-il. En d'autres termes, les investisseurs étrangers n'ont fait, que vendre ce qu'ils ont acheté. En tout cas, à 250 millions de dirhams près, il y a eu une compensation quasi parfaite entre les achats de 6,25 milliards de dirhams et les ventes de 6 milliards de dirhams. De plus, il faut noter que le volume acheté par les personnes morales étrangères, qui sont d'ailleurs les seules à intervenir depuis l'extérieur, est dérisoire à l'échelle de la place de Casablanca. En effet, en fin d'année, la capitalisation boursière dépassait légèrement de 450 milliards de dirhams. En somme, les investisseurs étrangers n'ont acheté que pour 1,44% du total des actions cotées à Casablanca et se sont empressés de revendre. Il n'y a pas lieu de crier victoire. Le «Maroc aurait pu mieux profiter de la

stabilité dont il bénéficie dans le pourtour Méditerranéen, mais malheureusement pour la place de Casablanca, ce n'est pas le cas», regrette le même analyste. Il est, avec l'Algérie, l'unique pays n'ayant connu ni le printemps arabe ni la crise de la dette au cours de ces trois dernières années. De plus, les investissements directs étrangers sont en nette croissance comme en témoignent l'ensemble des statistiques. A titre d'exemple, selon la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED), le cumul des investissements directs étrangers reçus par le Maroc est de 3,5 milliards de dirhams, plaçant le Royaume en tête des pays d'Afrique du Nord. Et pourtant, cet intérêt pour le Royaume est loin d'être perceptible au niveau de la bourse des valeurs.

Il faut peut-être compter sur Casablanca Finance City pour espérer développer le marché des capitaux marocains et attirer des investisseurs de la trempe de Georges Soros, comme ce fut jadis le cas en 1999. Pour l'heure, l'intérêt manifesté par les investisseurs concernant le projet de CFC porte essentiellement sur l'ouverture de sièges régionaux pour des groupes étrangers, ou encore la création d'entreprises de services professionnels destinés à ces mêmes groupes. L'aspect développement du marché boursier dépend de beaucoup d'autres paramètres. En effet, il ne suffit pas d'avoir des fonds des compagnies d'assurances ou des grands groupes qui ouvrent leur siège au Maroc pour que le marché boursier en profite.

Il faudra que l'on convainc plus de sociétés marocaines à venir rejoindre la cote, de sorte à la rendre plus liquide, plus efficiente et donc plus attrayante pour les investisseurs tant marocains, qu'étrangers. Là où la bourse égyptienne compte plus de 300 entreprises, à Casablanca on peine à atteindre les 70 sociétés cotées et chaque année avec son lot de radiation. Là où la bourse de Johannesburg compte plus de 300 milliards de dollars de capitalisation totale, à Casablanca l'ensemble des sociétés cotées valent moins de 55 millions de dollars.

MAR BASSINE NDIAYE